

LES MOBILISATIONS DISCRÈTES

Affirmation identitaire et choix économique en Pays Basque français

Xabier Itçaina

On ne compte plus les travaux de science politique, de sociologie et d'anthropologie politique consacrés à la "question basque".^{1/2} Principalement focalisés sur des dimensions proprement politiques, ces travaux prêtent moins d'attention aux autres formes de mobilisation identitaire. Moins visibles, celles-ci mobilisent pourtant tout autant d'acteurs et de réseaux que les seuls partis et mouvements nationalistes ou nationalitaires. Ces mobilisations identitaires discrètes s'expriment aussi bien dans le champ culturel, linguistique, religieux et économique. Sur ce dernier plan, le mouvement identitaire basque a porté depuis les années 1960 une doctrine économique partiellement fondée sur des référentiels proches de ceux de l'économie sociale et solidaire. Une telle base idéologique a donné le jour à des expériences originales des deux côtés de la frontière franco-espagnole. L'expérience coopérative de Mondragón, fondée par un prêtre et par un groupe d'Action catholique ouvrière en Pays Basque espagnol, en est sans doute l'illustration la plus emblématique, sans être exclusive.³ Mondragón a, on le sait, suscité un engouement, y compris académique, international. Les études sur

1 Une version préalable de ce texte a été présentée lors du colloque *Concepts of the third-sector — the European debate: Civil society, voluntary and community organizations, social economy*, First European Conference of the International Society for Third-sector Research and the EMES European Research Network, Paris, 27-28 avril, 2005.

2 De façon significative, trois ouvrages portant ce même titre ont été publiés entre 1998 et 2004 (Laborde, 1998; Izquierdo, 2000; Urteaga, 2004).

3 Mondragón (Arrasate en basque) est une ville de 26.300 habitants située dans une vallée enclavée du Guipuzcoa (Leniz), à la limite de l'Alava et de la Biscaye. Situé dans une vallée enclavée du Guipuzcoa, le complexe coopératif de Mondragón se présente comme une association d'entités à finalités diverses mais partageant un même statut coopératif et regroupées depuis 1990 au sein de la *Mondragón Corporación Cooperativa* (MCC). Quatre pôles (financier, industriel, distribution, et activités corporatives) composent la MCC. Au total, la MCC représentait, en décembre 2004, 68.260 emplois. Le moteur du système est certainement son outil financier, la banque coopérative *Caja Laboral Popular*, créée en 1959. Jusqu'en 1991, les regroupements entrepreneuriaux se sont faits sur une base territoriale, avant de passer à une organisation sectorielle, ce qui a nécessité de repenser le rôle de la banque, ainsi que les pratiques solidaires inter-coopératives. L'expérience de Mondragón est basée sur le système de valeurs suivant: libre adhésion, organisation démocratique, souveraineté du travail sur le capital (redistribution de la richesse générée en fonction du travail réalisé et non en fonction de la participation au capital social), gestion participative, cadre solidaire des rémunérations, inter-coopération, transformation sociale (Fonds central inter-coopératif, Fonds des œuvres sociales, mutuelle de prévoyance sociale *Lagun Aro*), caractère universel (centre *Otalora* comme lien avec l'économie sociale internationale), éducation (l'école polytechnique, ouverte en 1943, est coopérative et fonctionne sur l'alternance études-entreprise; Mondragón dispose en outre de sa propre université depuis 1997).

Mondragón sont elles-mêmes devenues endogènes, le complexe de Mondragón ayant ses propres centres de recherche (Praktiker,⁴ Lanki⁵) directement focalisés sur la sociologie du mouvement coopératif. Au final, l'expérience de Mondragón a donné lieu à une littérature scientifique considérable et à des controverses théoriques et empiriques largement extensibles aux grands débats agitant l'économie sociale et solidaire européenne.

La singularité de l'expérience de Mondragón a pu, d'une part, masquer la complexité d'un paysage coopératif basque espagnol multiforme, non réductible au seul mouvement de la vallée de Leniz, même si celui-ci reste le plus représentatif. D'autre part, les analyses ont eu tendance à négliger les tentatives d'importation du modèle de Mondragón de l'autre côté de la frontière. Les expériences basques françaises, il est vrai, se prêtent mal au jeu de la comparaison. À se limiter à des indicateurs quantitatifs, l'on court dès lors le risque d'opposer un territoire industriel d'une part, un pays agricole et manufacturier de l'autre, une multinationale coopérative avec plus de 68.000 salariés d'un côté, une quinzaine de SCOP (Sociétés coopératives ouvrières de production) de l'autre. Ces chiffres implacables doivent-ils pour autant automatiquement faire conclure à l'opposition lapidaire du succès sudiste et de l'échec nordiste? Ce discours, souvent tenu par les acteurs économiques et politiques locaux, masque d'une certaine façon la complexité des effets sociaux des expériences basques françaises qui, loin de se résumer à une importation — ratée, si l'on s'en tient à ce point de vue — du modèle guipuzcoan, ont généré leurs propres innovations sociales, économiques et politiques. Le Pays Basque français a, en ce sens, acquis une position originale au sein de l'économie régionale aquitaine et à l'échelle française par un certain nombre d'expériences coopératives, mais également des structures de finance éthique et une dynamique associative originale. L'expérience de la circulation des idées et modèles de l'économie sociale des deux côtés de la frontière constitue par ailleurs une illustration supplémentaire de la complexité et de la fluidité des interactions identitaires à l'œuvre dans les zones frontalières (Bray, 2004).

Pour le chercheur, croiser l'analyse des dynamiques identitaires discrètes et celle des formes localisées de l'économie sociale et solidaire permet de mettre à jour les vertus innovantes et les limites de ces expériences. Nous avons pu qualifier, dans d'autres travaux (Itçaina, 2004), d'"économie identitaire" cette fusion spécifique de référentiels. Nous entendons désigner ainsi une façon originale de penser et de pratiquer le lien économique, fondé à la fois sur l'attachement à une identité territorialisée et sur les référentiels de l'économie sociale et solidaire. Une telle acception rejoint, sans s'y greffer totalement, l'approche de Dominique Taddei (Taddei et Antomarchi, 1997), pour qui trois conceptions de l'économie identitaire doivent être distinguées: la conception autarcique, d'une part; celle voyant dans l'identité un alibi pour un usage folklorisant et touristique, ensuite; enfin, l'approche pour

4 Voir, par exemple, les travaux de Luxio Ugarte (2004).

5 Voir, entre autres: Agirre et autres (2000), sur la pensée d'Arizmendiarieta, fondateur de Mondragón, ou Unanue et Intxausti (2002), sur le rapport que le mouvement coopératif a entretenu avec la langue basque.

laquelle l'identité est un élément de compétitivité par différenciation des productions, promotion de réseaux, respect de l'environnement et effet-qualité. En Pays Basque français, on trouve un écho direct de cette dernière conception dans les réseaux de l'agriculture paysanne, dans la mise en réseau portée par la mouvance unissant associations de développement local (association Hemen) et financement de proximité (société de capital-risque Herrikoa). La connexion est moins évidente pour les coopératives ouvrières de production: pourtant directement issues de l'idéologie identitaire des années 1970, celles-ci n'utilisent pas la référence identitaire dans leur stratégie de communication ou pour valoriser leur production. La dimension identitaire apparaît plutôt au travers des motivations des fondateurs et dans la genèse idéologique et historique des entreprises. A la différence de la Corse, par exemple, où la notion a été utilisée par les institutions socio-économiques locales pour désigner la valorisation d'une économie patrimoniale fondée sur des productions locales à forte valeur ajoutée (Pesteil, 2001), la notion d' "économie identitaire" n'a été que peu utilisée en Pays Basque, à part dans quelques milieux nationalistes. L'usage académique auquel on entend se référer se distingue de ces approches militantes. Par économie identitaire l'on entend surtout insister sur le fait que ces expériences entrepreneuriales et associatives constituent autant d'entreprises politiques dans lesquelles le marquage territorial est utilisé comme une source essentielle pour la justification de l'action collective. Dès lors, la problématique provient de la mise en cohérence de cette primauté du territorial et des référentiels de l'économie sociale et solidaire, que cette approche aspire à faire fusionner. On se propose ici d'analyser cette tension potentielle en reconsidérant trois étapes du développement historique de cette économie identitaire en Pays Basque français: issue d'une matrice originelle à quatre dimensions (1), cette conception du lien économique s'est d'abord structurée autour du mouvement coopératif (2), avant de se déplacer vers une dynamique collective mettant en interaction un secteur associatif pluriel et le processus d'institutionnalisation politique du territoire (3).

L'inspiration: une matrice originelle à quatre dimensions

La mouvance de l'économie identitaire basque se situe au croisement de quatre matrices idéologiques et culturelles: participative, catholique, nationaliste et coutumière

Les idéologies participatives et solidaristes se diffusent en Pays Basque français à partir des années 1960. Ici comme ailleurs, le débat porte sur l'instillation de principes démocratiques au sein de structures entrepreneuriales immergées dans un environnement capitaliste classique. À la référence historique du mouvement coopératif français se greffe, à partir de 1956, l'expérience de Mondragón en tant que mise à l'œuvre (et à l'épreuve) des principes généraux. Ces idéologies participatives circulent également dans le syndicalisme paysan à partir des années 1970. Ici également, la fusion entre contestation du monopole syndical et revendications

identitaires basques conduit une branche militante proche des paysans travailleurs à quitter la FDSEA et à créer un autre syndicat en 1982. L'ELB (union des paysans Basques) deviendra à terme la branche basque de la Confédération paysanne, et finira par devenir majoritaire en Pays Basque aux élections consulaires de 2001.

La deuxième grande matrice d'origine est liée au catholicisme. Celle-ci se ressent soit par le biais de valeurs (partage), d'idéologie (valorisation des corps intermédiaires et recherche d'une voie médiane entre le tout-marché et le tout-état) et d'appareils (institutions d'enseignement technique catholique, Action catholique spécialisée). Le cas basque reproduit ainsi dans une certaine mesure les observations effectuées en Vendée (Berthet et Palard, 1997) ou dans la Beauce québécoise (Palard, 1999) autour de la part d'une culture religieuse dans la structuration des configurations économiques localisées. Sans revenir ici longuement sur la genèse du mouvement (Itçaina, 2002), rappelons simplement l'importance des institutions catholiques dans le processus de socialisation coopérative. C'est notamment d'un collège catholique rural que démarre dans les années 1960 le souci de re-dynamisation de l'économie locale en recourant à des formes participatives. Sous l'impulsion d'un prêtre, militant culturel, le collège intègre une formation technologique, et organise des voyages d'étude à Mondragón, qualifiés plus tard de "pèlerinages coopératifs" par certains. L'un des ingénieurs enseignants du collège deviendra ensuite le pionnier du mouvement coopératif côté basque français, en fondant en 1974 l'association *Partzuer*,⁶ destinée à impulser la création de coopératives. La référence catholique deviendra progressivement implicite, jusqu'à disparaître totalement en tant que justification explicite au terme d'un processus de sécularisation interne du mouvement. L'empreinte catholique est encore plus importante en milieu agricole, surtout dans la genèse des coopératives et des syndicats.⁷ La socialisation des fondateurs du syndicat ELB s'est effectuée dans les mouvements d'Action catholique spécialisée (Jeunesse agricole chrétienne — Mouvement rural de la jeunesse chrétienne). Les futurs dirigeants ont puisé dans ce vivier à la fois l'apprentissage de leur futur rôle politique, mais ils y ont également puisé les ferments de la révolte contre la filière syndicale-professionnelle corporatiste (Itçaina, 2006; Sistiague, 1996). On sait enfin quels liens structurants existent entre l'idée coopérative et le religieux. L'analyse des valeurs qui sous-tendent le discours et la pratique coopératives laisse apparaître des référents religieux implicites, qui sont davantage que des résidus doctrinaux. La recherche d'une voie médiane entre libéralisme et socialisme, une certaine hostilité à l'ordre établi, un rejet de l'individualisme et du collectivisme à outrance: tout cela rapproche l'expérience coopérative des thèses intégralistes catholiques et de leur précédent intransigeant.⁸ En ce sens, et ce en tant que version sécularisée d'un intransigeantisme catholique appliqué à la fois à l'identité et à l'économie, le mouvement coopérativiste peut être appréhendé comme un groupement volontaire utopique au sens de J. Séguy, pour

6 Terme basque désignant les formes coutumières de coopération en milieu paysan et pastoral.
7 La fonction initiatrice de l'institution religieuse rapproche le cas basque de nombreuses structures d'économie sociale dans le grand Ouest de la France (voir, par exemple, parmi de nombreuses études monographiques: Moulévrier, 2002)

qui cet idéal-type est capable d'informer sur des groupements non religieux, comme le phénomène communautaire, certains partis et syndicats et les coopératives, lorsque leur projet va au-delà du regroupement d'intérêts à finalités strictement économiques (Séguy, 1980, 1984). Cette piste vaut pour la genèse des coopératives basques, en les considérant comme des groupements volontaires utopiques (utopie pratiquée) teintés d'un intransigeantisme à la fois religieux et identitaire.

La troisième matrice est d'origine nationalitaire. Le mouvement nationaliste basque français, qui amorce à compter des années 1960 un virage d'une tradition démocrate-chrétienne vers des positions plus orientées à gauche, fera de la formule coopérative le cœur de sa doctrine économique. L'objectif, dans les années 1970-1980 est l'industrialisation d'un Pays Basque français tiraillé entre une zone intérieure agricole en proie à l'exode rural, et une côte tertiarisée. Dans les années 1990-2000, cet objectif d'industrialisation passera au second plan dans les doctrines économiques nationalistes, sauf parmi certains milieux directement liés aux coopératives. L'évolution témoigne peut-être du déplacement de la dynamique militante vers un univers associatif porteur de nouvelles références pour l'action. En milieu paysan, le nationalisme a également joué un rôle important dans la socialisation politique des futurs militants, en particulier dans leur sensibilisation à une approche globale du territoire. L'adoption, dans les années 1970-1980 de lectures marxistes-léninistes de la réalité basque a pu ainsi pousser les acteurs vers des lectures en termes de colonialisme interne imbriquant de façon structurelle les mécanismes de domination économiques et politiques. De ce point de vue, l'utilisation du modèle coopératif comme ressource politique par le mouvement nationaliste basque présente des similitudes avec d'autres mobilisations périphériques, à l'image des liens entre le nationalisme québécois et le Mouvement des caisses populaires Desjardins (Bellevance, Levasseur et Rousseau, 1999).⁹

Mais la motivation identitaire ne provient pas seulement de l'idéologie nationaliste (au sens d'une doctrine cherchant à faire correspondre les frontières de l'état à celle de la nation): elle renvoie, de façon peut-être plus structurelle, à des représentations ancrées dans la socialisation primaire des fondateurs. La quatrième matrice, à ce titre, serait constituée par les systèmes coutumiers d'organisation de l'échange économique, basés sur la réciprocité institutionnalisée. Ce monde coutumier basque, décrit à maintes reprises par les anthropologues (Ott, 1993; Douglass, 1969; Zulaika, 1988 et 1996), influe de deux façons sur les systèmes étudiés ici. De par sa vigueur tardive en tant que système normatif de ressources et de contraintes, il a d'abord permis le maintien d'une agriculture vivace de petites exploitations. La vigueur du syndicalisme agricole provient d'abord de la subsistance de cette référence à l'*etxe* (maison-exploitation) en tant qu'institution centrale de la société rurale. Mais d'autre part, en tant que système de valeurs, il a fourni l'un des fondements de la justification du choix coopératif. Les pionniers du mouvement

8 Au sens de Mayeur (1986: 25).

9 Pour une comparaison entre les expériences coopératives de Mondragón et certains cas nord-américains (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Cape Breton, Mexique), voir MacLeod (1997).

coopératif, en particulier, sont généralement issus d'un univers paysan encore fortement imprégné des normes coutumières, y compris sous leur versant juridique. Des notions comme la transmission indivise du patrimoine, l'entraide entre voisins, les travaux d'intérêt collectif (*auzolan*)¹⁰ sont ainsi transférées en tant que représentations vers les réserves impartageables des coopératives et le partenariat égalitaire dans l'entreprise. Cette relecture sélective du droit coutumier en élimine les dimensions contraignantes et inégalitaires (comme le droit d'aïnesse absolu), mais génère *in fine* des innovations socio-économiques. Les formes de la réciprocité sont transposées de la communauté isolée d'origine vers la société complexe. La formule coopérative apparaît ainsi, aux yeux de ses promoteurs, comme un moyen de trouver une quatrième voie intermédiaire au triangle formé par la communauté villageoise (désormais uniquement accessible sous sa forme paradigmatique *via* les travaux des anthropologues),¹¹ le tout-marché et le tout-état.¹² Bien sûr, une analyse plus fine de la part de cette matrice coutumière dans la construction d'un ferment propice au développement coopératif devrait distinguer de façon plus nette les différents types de coopératives, et les recours théoriques employés. Une problématique en termes de "greffe coopérative" serait applicable avec profit aux modes de régulation de l'économie paysanne: en quoi les structures coopératives implantées à partir des années 1950-60 se sont-elles greffées sur des pratiques d'entraide et de réciprocité, voire sur des principes d'organisation sociale fondant l'ordre local? Ce débat, bien sûr, se retrouve de façon paradigmatique dans les pays du Sud: que l'on songe à l'expérience des coopératives pastorales ethno-lignagères du Maroc oriental, l'association entre pasteurs étant fondée ici sur la base de leurs affinités ethniques (El Alaoui, 1997; Mahdi, 1999). On sait comment, à une échelle plus globale, R. Bastide s'est interrogé sur la compatibilité entre les logiques communautaires et les logiques coopératives, voyant dans la greffe coopérative une importation euro-péo-centrique supplémentaire (Bastide, 1970: 231), alors que H. Desroche observait en 1962 au sud du Sahara que le mouvement coopératif, au niveau de bien des communautés réelles, constituait le mode d'organisation permettant de

10 Littéralement "travail entre voisins". Les pratiques d'entraide entre "voisins" (au sens d'habitants) pour certains travaux d'intérêt collectif sont encore institutionnalisées dans certaines vallées navarraises espagnoles, comme au Baztan.

11 On citerait volontiers à ce titre la recherche importante de Sandra Ott sur le village basque souletin de Sainte-Engrâce. A partir d'une anthropologie fonctionnaliste, S. Ott analyse tour à tour les systèmes rituels, religieux et surtout les mécanismes de gestion collective de la transhumance. L'étude démontre ainsi que la société locale fonctionne essentiellement autour de deux principes: le remplacement sériel et la circularité. On a pu adresser à cette recherche les critiques classiques envers ce type d'approche: le conflit est évacué, les approches interactionnistes de l'identité sont minimisées au profit d'une approche totalisante de la culture. Reste que la description de cette micro-société est très utile pour saisir les formes de la norme coutumière de la réciprocité auxquelles font référence les futurs acteurs de l'économie identitaire basque (Ott, 1993).

12 Dans sa théorisation des approches normatives des politiques sociales, le politologue québécois P.-G. Forest distingue ainsi quatre projets de société: le marché, l'organisation (assez proche de la régulation publique), la communauté et l'association (qui correspondrait à la volonté de maintenir "du communautaire" dans la société complexe [Forest, 1997]).

préserver les valeurs communautaires anciennes et de promouvoir le développement (Desroche, 1976: 267-268). Bien sûr, si une telle problématique ne peut être transposée telle quelle à des configurations européennes, l'intuition qu'elle contient peut cependant orienter utilement le questionnement, à condition de bien distinguer le monde agricole du monde ouvrier. L'anthropologue Joseba Zulaika, dans ses travaux sur l'émergence de la violence politique en Pays Basque, a bien montré comment, dans le Guipuzcoa (Pays Basque espagnol) des années 1950-60, l'extension du coopérativisme intégral de Mondragón vers le monde agricole avait échoué. La logique de forte indépendance des exploitations réduisait la part coopérative à la mise en place de services communs (coopératives de consommation, de production, de vente, d'achat et d'utilisation de matériel). La logique de l'individualisme familial, assez proche en ce sens du "familialisme amoral" analysé par E. Banfield dans le Sud de l'Italie (Banfield, 1967), l'emportait sur le radicalisme idéologique du projet coopératif. En Pays Basque français, les formulations les plus utopiques et les plus communautaristes devaient également buter sur une norme coutumière fonctionnant davantage sur des mécanismes de réciprocité limitée et contrôlée que sur une mise en commun totalisante des ressources communautaires.¹³

Ces quatre matrices culturelles et idéologiques ont pu, dans une conjoncture historique particulière, confluer pour faire émerger une conception spécifique du lien économique.

L'application: le mouvement coopératif en Pays Basque français

Une telle matrice à quatre dimensions a donné lieu à une floraison d'expériences à compter du milieu des années 1970, et qui résultent à la fois des nouvelles formulations de la doctrine économique du nationalisme basque et d'un développement à l'échelle européenne des solutions autogestionnaires. La création des SCOP en Pays Basque français à partir de 1975 a donné au Pays Basque une position originale au sein de l'ensemble aquitain, toujours observable plus de 25 ans plus tard. Trois indicateurs permettent de pointer une particularité du mouvement coopératif basque au sein de l'ensemble aquitain: le nombre de coopératives de production, le nombre de salariés, et les taux de sociétariat. En 2005, les Pyrénées-Atlantiques occupaient toujours la tête de l'Aquitaine en termes de nombre de SCOP (26 sur 83, dont 16 localisées en Pays Basque et 10 en Béarn.¹⁴ La prééminence des Pyrénées-Atlantiques est plus marquée encore en ce qui concerne les effectifs salariés. En 2000, les SCOP employaient 496 salariés dans les Pyrénées-Atlantiques, 460 dans les Landes, 234 en Gironde, 124 en Dordogne et 13 dans le Lot-et-Garonne.¹⁵ Enfin, un troisième indicateur numérique, concernant cette fois la dimension

13 Certains militants allèrent jusqu'à proposer une organisation collective inspirée des kibboutz israéliens.

14 Pour un exposé détaillé établi à partir des données de l'Union régionale des SCOP d'Aquitaine (URSCOP) voir Itçaina (2005: 218).

15 Source: URSCOP, novembre 2005.

proprement coopérative, peut être fourni par le taux de sociétariat au sein de la SCOP. Les taux de sociétariat dans les Pyrénées-Atlantiques sont élevés, avec une supériorité béarnaise (93 %) sur les SCOP basques (72 %).

La création des SCOP a partir du milieu des années 1970 constitue à ce titre une jonction entre l'impulsion de Mondragón, et le développement des SCOP en France en tant qu'instruments de lutte contre le chômage. Cependant, alors que les coopératives ouvrières françaises consistent avant tout en des reprises d'entreprises en difficulté permettant d'intégrer les chômeurs les plus déqualifiés (Demoustier, 2001: 54), les SCOP basques sont surtout des créations *ex nihilo*, et non destinées à un public en difficulté particulière. L'objectif, ici, est d'abord celui de l'emploi/travail au pays, d'avantage qu'une fonction sociale d'insertion de publics en difficulté vis-à-vis du marché du travail. D. Demoustier a montré comment, à l'échelle française, si la formule SCOP avait été vue dans un premier temps comme une formule permettant d'intégrer les chômeurs les plus qualifiés (avec des facilitations législatives, comme la réforme de la loi sur les SCOP en 1978), il était vite apparu que cette forme d'entreprise était peu adaptée aux travailleurs non qualifiés. Ceux-ci, en effet, "ne peuvent pas acquérir assez rapidement l'autonomie indispensable à la gestion de ces entreprises collectives, plus aptes à proposer une qualification professionnelle que la remise au travail de personnes sans formation — d'autant qu'il est hasardeux de s'improviser gestionnaire dans une période de forte concurrence" (Demoustier, 2001: 54). La suppression des aides publiques spécifiques marque la fin de cette phase d'expérimentation: les SCOP, dont le nombre a doublé en France pendant la période 1975-1995, recrutent désormais des travailleurs plus qualifiés ou bien intègrent les fonctions d'insertion professionnelle sans prétendre transformer en sociétaires ces travailleurs en transition. La dynamique de l'expérimentation d'activités alliant formation et production se déplacera ainsi des coopératives vers les associations.

À l'échelle basque française, cinq conclusions partielles peuvent être tirées de l'observation de la genèse et du développement du mouvement des SCOP.¹⁶

1. *Les logiques fondatrices doivent autant à des raisons matricielles qu'à des conjonctures de crise.* L'analyse des trajectoires fondatrices des SCOP conduit à réviser la première approximation esquissée plus haut. Les créations des SCOP ont certes été motivées idéologiquement, avec le modèle de Mondragón et la quadruple matrice (catholique, nationaliste, socialiste-participative et coutumière). Mais cette dimension matricielle ne doit pas cacher le fait que la formule coopérative est également une solution pragmatique imposée par des situations de crise, autant à l'échelle micro que macro-économique. Il est significatif qu'un autre secteur connaissant aujourd'hui une crise structurelle en Pays Basque, celui de la pêche, ait recours à la formule coopérative (mise en place de

16 Nous fondons notre propos sur une enquête en cours auprès de la quinzaine de SCOP en activité en Pays Basque français, dans le cadre du programme de recherche inter-centres de l'IEP de Bordeaux *Gouvernance Locale et Développement Économique Territorial*, soutenu par le CCRDT Région Aquitaine.

l'armement coopératif basque Arcoba en 1999) dans un souci clair de mutualisation des risques face à la raréfaction des ressources matérielles et humaines.¹⁷ Le réflexe solidariste, ici, est directement provoqué par le risque d'extinction pur et simple, à la fois, d'une profession, d'un mode de vie et d'une inscription territoriale. En matière artisanale et industrielle, la première vague de création des SCOP, entre 1975 et 1985, doit autant à la dimension matricielle qu'à la recherche de solutions alternatives aux circuits entrepreneuriaux classiques frappés de plein fouet par la crise économique.

2. *Les logiques militantes varient fortement d'un cas à l'autre*, selon (au moins) trois logiques distinctes. Pour un premier groupe, la logique matricielle est à l'œuvre de façon quasiment pure: directement inspirées et parfois soutenues logistiquement et financièrement par Mondragón, ces SCOP sont ouvertement militantes, et tentent d'appliquer une perception du lien économique et du développement territorial. Les coopératives nées entre 1975 et 1985 témoignent le plus clairement de cette dynamique. Pour une seconde catégorie, concernant des SCOP plus récentes et de taille beaucoup plus modeste, la référence idéologique est diffuse. Dans certains cas, le rapport à la formule SCOP est même purement utilitariste, eu égard notamment aux avantages fiscaux qui y sont attachés. De même, le rapport au territoire devient-il ici fonctionnel et instrumental. Enfin, dans une troisième configuration, représentée il est vrai dans notre échantillon par une seule entreprise, on se trouve face à l'alliance originale d'une idéologie anarcho-syndicaliste ancienne et d'une logique de la transmission familiale.¹⁸ Il s'agira en tous les cas de nuancer fortement l'hypothèse d'une unité postulée des logiques militantes à l'œuvre au sein des coopératives du Pays Basque.

Les coopératives du premier groupe constituent l'application la plus paradigmatique du modèle matriciel. La coopérative de meubles Denek (tous), fondée à Saint-Martin d'Arrossa en 1979, est directement soutenue par la Caja Laboral, la banque coopérative de Mondragón. Observant que Denek achetait ses chaises à l'extérieur, un collectif de cinq jeunes crée en mai 1982 la SCOP de meubles Alki (siège, chaise) à Itxassou. Certains d'entre eux avaient été socialisés à Mondragón, par un séjour intensif dans les usines dès 1978. Toujours à Itxassou, la coopérative Loreki est créée en juillet 1985 à l'initiative de quatre jeunes, à la suite d'une étude de faisabilité de deux ans au sein de l'association Ekhindar, sur l'idée de valorisation des ressources organiques inexploitées en Pays Basque. L'association compte alors 40 membres, tous originaires du Pays Basque, et très bien formés, soit aux métiers de l'ingénierie soit aux métiers commerciaux. A partir de cette association, un groupe se spécialise sur les énergies renouvelables, un autre sur la valorisation agronomique des déchets. Grâce à des subventions et à une capacité d'autofinancement, l'association embauche

17 "Par la coopération?", *Sud Ouest*, 14 février 2004.

18 Il s'agit d'une imprimerie coopérative de Bayonne, fondée en 1905, et qui est la plus ancienne coopérative ouvrière d'Aquitaine.

trois permanents pour réaliser l'étude de faisabilité. L'entreprise démarre en 1985. L'hybridation des ressources est à l'œuvre dans la réussite du projet: ressources publiques (contrat de pays, département, région, ministère de l'environnement), "privé-social" basque (société de capital-risque Herri-koa), don militant.¹⁹ Certaines SCOP, la minorité ici, émergent également de la reprise d'une entreprise en difficulté. C'est le cas de la Coreba, une SCOP de lignes électriques, dont la reprise en 1983 par les salariés est clairement influencée par le modèle de Mondragón (un membre du groupe de Mondragón aidera au montage juridique) et par les premières SCOP locales (Alki, Copelec, Denek). Pour le PDG actuel, membre fondateur de la SCOP: "On était des militants. Pourquoi pas le statut SCOP? On va essayer de vivre et travailler au pays. (...) On savait que si notre patron vendait son entreprise à un groupe, celle-ci risquait d'être à terme soit fermée soit délocalisée. On voulait être sûrs que cette entreprise reste au pays". La création de la coopérative de meubles Orhi en Soule, celle, dans un contexte différent, de moulages industriels Olaberria à Jatxou (créée en 1980, elle prend le statut coopératif en 1980) répondent à une inspiration similaire.

De façon schématique, les SCOP créées entre 1975 et 1985 se perçoivent comme faisant partie d'un véritable mouvement. A ce titre, elles tentent dans un premier temps de se fédérer dans une organisation véritablement intégrée, toujours à l'image du puissant voisin du Sud. En 1974, l'association Partzuer, en incitant les jeunes basques français à aller se former à Mondragón, initie cette intégration et permet aux premières coopératives de voir le jour. Son principal initiateur, Ramuntxo Camblong, crée lui même la première SCOP de cette nouvelle vague à Villefranque en 1975 (Copelec). L'association Lana (emploi, travail), qui démarre en septembre 1982 autour des militants des SCOP Alki et Denek, pousse cette volonté d'intégration en tentant de fédérer les SCOP dans une même structure, en s'assignant les objectifs suivants: promotion de nouvelles coopératives, suivi des coopératives du groupe Lana, intervention dans des coopératives en situation critique ou qui peuvent le devenir à court terme. Ces fonctions de promotion, d'intervention, d'assistance et d'intégration, poussent Lana à se définir de façon militante: "Lana, en tant que Mouvement Coopératif Basque, est un créateur d'entreprises industrielles sous forme de coopératives et support au maintien du patrimoine de celles-ci, avec une philosophie qui lui est propre."²⁰

Directement inspiré par les unions de coopératives du Pays Basque espagnol, Lana ambitionne de renforcer la solidarité entre SCOP, dans un contexte où des concurrences commencent déjà à émerger entre SCOP de meubles. Le projet, cependant, n'aboutit pas. Lana cesse ses activités, et le dépôt de bilan de la SCOP de meubles Denek porte un coup de semonce à l'ensemble du

19 Entre 40 et 50.000 francs de promesses de prêts sont collectés lors du rassemblement festif annuel *Lapurtarren biltzarra*. Tous seront intégralement remboursés.

20 Lana, *Synthèse du Document: Règles de Promotion et Assistance en Conseil*, s.l., s.d., Archives Lana.

mouvement coopératif. Denek, en 1985, est confrontée à des problèmes financiers importants, imputables à plusieurs causes, dont des erreurs de gestion ou des choix en termes de management. Le mouvement nationaliste, qui était à l'origine de Denek, avait suscité une mobilisation importante autour de cette entreprise, pour que l'administration française accepte l'arrivée de capitaux espagnols venant de Mondragón. Dans un tel contexte, l'échec de Denek constitue une irruption de la réalité économique dans un monde jusque-là gouverné par les valeurs et l'idéologie. La motivation militante, ici, a des effets ambivalents: elle fournit, d'une part, les ressources nécessaires à l'effort d'innovation entrepreneurial; elle incite, d'autre part, à avoir des lectures parfois abusivement idéologiques des réalités socio-économiques, y compris au sein du même camp. Pour la fraction la plus radicale du mouvement coopératif, par exemple, la société de capital-risque Herrikoa, pourtant à l'origine d'une campagne décisive de soutien à la SCOP Alki en 1984, sera alors perçue comme capitaliste et comme reproduisant les dérives de Mondragón. Le débat au nord, en effet, reproduit en grande partie celui du Sud, où la gauche nationalitaire la plus intransigeante, s'exprimant parfois directement par la voix de l'ETA, avait adopté dès le début des années 1970 une attitude critique par rapport à la concentration des procédures décisionnelles et aux dérives manageriales de Mondragón (Azurmendi, 1984). On trouvera trace de cette polémique politique dans la controverse scientifique autour des approches hagiographiques de Mondragón (Foote Whyte et King Whyte, 1991) et les analyses soulignant le manque de cohérence de la structure et la remise en cause des principes d'origine (Kasmir, 1996).

L'absence d'une entreprise pilote ou d'une "locomotive" est invoquée par plusieurs militants coopératifs pour expliquer le relatif échec du mouvement coopératif en Pays Basque français. En ce sens, et ce en termes d'effets collectifs, l'échec de SEI en 1993 sera autrement plus retentissant que celui de Denek. SEI, société d'informatique, est créée en 1976 sous la forme d'une société classique, puis se transforme en coopérative au début des années 1980. Puis en 1991-92, SEI démarre une trajectoire ascendante très forte. Mais cette fois, c'est la conjoncture économique qui met l'entreprise en difficulté. L'échec a d'autant plus d'écho que SEI, à la différence de Denek, est basée sur la haute technologie et sur du personnel très qualifié sur ce domaine. SEI était au cœur de l'expérimentation en termes d'économie sociale et solidaire en Pays Basque français.²¹ Son échec relatif a constitué un coup dur pour la structure de capital-risque Herrikoa.²² SEI illustre l'insertion de l'expérience dans un réseau, dans un mouvement collectif, avec un effet d'entraînement possible des partenaires, à la fois dans les succès et les

21 Voir, par exemple, l'analyse qu'en faisait, en 1987, Nicole Turon dans *Une Illustration du Mouvement Coopératif Basque: l'Exemple de S. E. I.*, rapport de stage, IEP Bordeaux.

22 Même si la société, aujourd'hui liée à un groupe coopératif du Pays Basque espagnol, est toujours en activité.

échecs. Ceci étant, le taux de sinistre dans le mouvement coopératif basque n'a pas été supérieur aux moyennes françaises. De très belles réussites ont contrebalancé les échecs, ceux-ci fussent-ils significatifs. Des coopératives de câblage électronique (Copelectronic), de lignes électriques (Coreba, Copelec), de recyclage de déchets (Loreki), de meubles (Alki), de conception de pièces et moulage (Olaberria), etc., sont toujours en pleine activité et témoignent d'autant d'applications de ce "pragmatisme en valeurs".

3. *Les ajustements des principes coopératifs aux contraintes de gestion se sont effectués selon des modalités diverses.* Au Pays Basque comme ailleurs, l'impulsion de départ a dû composer avec la contrainte exogène du marché et la réalité endogène d'une socialisation coopérative encore en friche. Les taux de sociétariat, par exemple, varient fortement d'une coopérative à l'autre. La variation porte également sur le degré de contrainte qui est exercé sur le travailleur afin qu'il devienne sociétaire. Les règles, plus ou moins formelles, varient suivant les entreprises, depuis la pression réelle vers l'engagement jusqu'à des positions plus libérales (le sociétariat comme démarche purement volontariste), chacune des deux positions étant souvent liée à l'histoire de l'entreprise. Le montant de la participation exigée du sociétaire renseigne ensuite sur le niveau d'engagement attendu.²³ La trajectoire de la SCOP de conceptions de pièces et de moulages industriels Olaberria, installée à Jatxou, témoigne de l'imbrication complexe et constante des motivations identitaires, coopératives et des contraintes entrepreneuriales. L'actuel PDG d'Olaberria crée son entreprise en 1980 sous la forme d'une société classique, avant de se transformer en SCOP en 1984. En 1986, la coopérative passe du statut SARL au statut SA, avec un Conseil d'administration (et non plus un seul gérant) élu par l'assemblée générale des actionnaires. La formule est alors perçue comme étant plus conforme au projet coopératif. Trois réfugiés politiques du Pays Basque sud travaillent à Olaberria, dont l'un des anciens collaborateurs de José Maria Arizmendiarrieta, le prêtre fondateur de Mondragón. En 1992, la forte dévaluation de la peseta, qui perd alors 30% de sa valeur, portent un coup dur à Olaberria, qui n'est plus compétitif sur le marché espagnol. L'entreprise doit procéder à une réduction de personnel. A partir de 1998, une coopérative basque espagnole du groupe Mondragón devient le client principal d'Olaberria. L'internationalisation se traduit par une ouverture vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Immergé dans un secteur industriel très concurrentiel, Olaberria tente de gérer la contrainte de l'internationalisation en accord avec les principes d'origine, en rejetant tout à la fois

23 C'est, ici, tout l'enjeu du rapport au risque entrepreneurial qui est posé. L'hypothèse micro-économique de l'aversion face au risque dans la gestion des coopératives doit ici être testée à l'échelle sociologique des engagements individuels et collectifs des travailleurs. On renvoie ici, pour cette discussion, à la thèse de doctorat en sciences économiques en cours de Xabi Larralde (Bordeaux IV), portant sur une analyse de la trajectoire de la coopérative SEI, sise à Bayonne, et en son temps fleuron du secteur informatique aquitain (Larralde, s. d.).

l'immobilisme et les délocalisations. Enfin, l'émission de titres participatifs en 2004 montre le souci d'Olaberria, tout en cherchant à consolider son assise financière, de sensibiliser la société à l'outil coopératif comme ressource pour le développement local.

4. *La centralité (a priori paradoxale?) des leaders est une constante.* Les dirigeants sont d'abord des chefs d'entreprise, dans les SCOP comme ailleurs. La règle démocratique doit ici composer avec la contrainte entrepreneuriale. Dans plusieurs cas, le temps long de la décision collective (information/consultation/vote/décision) est confronté au temps court de la décision imposée par le contexte mouvant des logiques commerciales et des modes de production. Cela ne signifie pas pour autant la fin des principes coopératifs par la confiscation du pouvoir décisionnel par un leader ou par un groupe restreint de dirigeants. Les situations, ici aussi, sont infiniment plus complexes et demandent à être nuancées au cas par cas. Le constat de la centralité des leaders doit être contrebalancé de façon paradoxale par deux arguments qu'a priori tout oppose, l'un se référant aux logiques solidaristes, l'autre à des comportements individualistes et utilitaristes. D'une part, en effet, certaines SCOP basques ne doivent leur pérennité qu'à une solidarité forte entre travailleurs d'abord, entre partenaires financiers et politiques ensuite. A situation exceptionnelle, solidarité exceptionnelle: lorsqu'un commando des GAL²⁴ provoque un incendie dans une coopérative de meubles à Itxassou en 1984, les ouvriers décident de travailler gratuitement à la reconstruction de l'usine. Les SCOP, enfin, garantissent l'origine locale du capital et prémunissent l'entreprise contre le risque de délocalisation. Mais, d'autre part, la concentration effective du pouvoir décisionnel chez certains dirigeants est également le résultat d'une série d'abandons volontaires de souveraineté de la part de certains travailleurs. Dans plusieurs SCOP les difficultés à mobiliser les travailleurs sont récurrentes, soit que certains salariés refusent de devenir sociétaires, soit que la participation au processus décisionnel soit faible. On citerait volontiers le cas de tel dirigeant qui déplore l'émergence de logiques syndicales (il parlera de "réaction de classe") au sein d'une SCOP industrielle, le débat portant sur la part des investissements, jugée trop importante par les ouvriers par rapport à la part salaire. La logique de pérennisation de l'entreprise, fondée sur l'anticipation permanente des avancées technologiques, se heurte ici à la revendication salariale: la coopérative reproduit le clivage interne qu'elle cherchait à remplacer par une implication réelle des ouvriers-sociétaires dans une vision globale de l'entreprise. L'éthique de la conviction, ici, doit en permanence composer avec l'éthique de la responsabilité. La concentration des valeurs les plus collectives chez un nombre réduit d'individus n'est pas le moindre des paradoxes de l'histoire des coopératives basques.
5. *La socialisation coopérative reste le grand défi des SCOP.* Plusieurs entretiens,

24 Groupes antiterroristes de libération, organisation clandestine liée à la police espagnole qui avait pour but l'élimination des responsables de l'ETA. Les GAL sont responsables de 27 assassinats en France entre 1983 et 1987.

ainsi que l'observation participante à des groupes de réflexion autour du mouvement coopératif, soulignent l'importance pour les acteurs de la promotion d'une "culture coopérative", dont la diffusion sociale s'étendrait bien au-delà des seules entreprises. La société basque française, du point de vue des acteurs, souffre d'un double déficit culturel en matière coopérative et industrielle. Mondragón, bien sûr, reste la référence, sans pour autant qu'un transfert pur et simple des méthodes de sensibilisation soit envisagé. Les débats autour de l'internationalisation du groupe de Mondragón ont bien montré la difficulté de l'exportation d'une culture coopérative (Clamp, 2000). Longtemps éclipsée par un déplacement de la dynamique vers les associations, la formule coopérative semble aujourd'hui amorcer une esquisse de renouveau. La réflexion, du moins, est relancée par le biais d'une association, Sorlan,²⁵ regroupant de jeunes techniciens et ingénieurs basques français, généralement porteurs d'une expérience professionnelle ou de formation dans le milieu coopératif basque espagnol. Sorlan est ainsi à l'origine d'une réflexion sur les conditions de la création d'entreprises en Pays Basque français, et sur les ressources et les contraintes de la formule coopérative dans ces démarches d'innovation. La représentation du territoire basque français est ici celle d'un espace économiquement sous-développé, fondé sur une économie de services et de tourisme, une agriculture dynamique mais en déclin, et un tissu industriel en crise. Déplorant une focalisation trop grande du mouvement identitaire sur les enjeux culturels et linguistiques, ce courant associe développement économique, industrialisation et statut coopératif. L'argumentaire, au fond, reste assez proche de ce qu'il était dans les années 1970, dans un Pays Basque français pourtant soumis depuis lors à une évolution considérable des dynamiques sociales, économiques et politiques.

Le déplacement: du mouvement coopératif vers les entreprises associatives et l'institutionnalisation du territoire

Le ralentissement du mouvement coopératif a déplacé, sans l'atténuer, la dynamique de l'économie identitaire vers d'autres formules de l'agir collectif. Contemporaine du début du mouvement coopératif, une association, Hemen (ici), avait fait du développement territorial solidaire son cheval de bataille dès sa création en 1979, en créant du même coup en 1980 un outil financier essentiel, la société de capital-risque Herrikoa. Sur la mouvance Hemen-Herrikoa se sont progressivement greffées plusieurs émanations basques d'expériences d'économie sociale et solidaire nationales et internationales (micro-crédit, soutien aux femmes créatrices d'activité, etc.). Cette mouvance basque de l'économie identitaire, désormais non réductible au seul secteur coopératif, a dû gérer une mise en tension de quatre logiques externes et internes: logiques identitaires, logiques solidaires et de la

25 Néologisme, du basque: "sor-tzea": naissance, et "lana": travail, emploi.

réciprocité, logiques marchandes et logiques d'institutionnalisation (Itçaina, 2004). Sans revenir sur cette problématique à quatre étages, on soulignera simplement ici l'imbrication constante des enjeux territoriaux, économiques et identitaires. La primauté donnée au critère territorial a ainsi rendu floues les limites de l'économie sociale et solidaire, en donnant la priorité au critère de solidarité territoriale sur le critère proprement statutaire (coopératives, mutuelles, associations). Les entreprises soutenues financièrement par Herrikoa, logistiquement et symboliquement par Hemen (par exemple, au travers de l'opération des *Makila de l'économie sociale et solidaire*) témoignent de ce déplacement. Le soutien récent de Herrikoa et de Hemen à la création, sous l'impulsion du syndicat ELB, de la chambre de développement rural du Pays Basque, le 15 janvier 2005, est tout aussi significatif de cette volonté d'approche englobante du territoire.²⁶

La primauté du territorial favorise ainsi une conception extensive, de la part de ses promoteurs, de l'économie sociale et solidaire en Pays Basque. Le *Portail de l'économie solidaire en Pays Basque* mis en place par l'association Hemen (<http://hemen-herrikoa.org>) témoigne de cette approche volontairement pluraliste. Le risque, ici, est d'aboutir à une perception par trop généraliste de l'économie solidaire, conçue comme une série de réseaux et de dispositifs aboutissant *in fine* à de la création d'emploi sur le territoire, que cette création s'exprime ou pas au travers de structures coopératives, mutualistes et associatives. Hemen structure son portail en quatre grandes thématiques: accompagnement de projets (CCI Bayonne, Chambre des métiers, plusieurs pépinières d'entreprises, l'incubateur d'entreprises ACCEA Lan Berri, l'association Hemen, Tec-Ge-Coop, l'URSCOOP, le CREA, un réseau de retraités), financement de proximité et solidaire (Herrikoa, CLEFE, CLEJE, Bultza, Adie, Adour entreprendre, Cigales, Crédit coopératif, Caisse d'épargne, Banque de développement des PME), agriculture solidaire (Chambre de développement rural du Pays Basque, fédération Arrapitz, syndicat ELB, etc.), autres expériences solidaires (du commerce équitable aux fédérations d'associations culturelles, en passant par l'Action catholique rurale, etc.).

Au total coexistent ici des structures de nature extrêmement différentes, et partageant *a minima* une vision développementaliste du territoire basque. Le système d'acteurs de l'économie solidaire basque couvre ainsi un spectre idéologique et social extrêmement large, allant des organisations alternatives à des structures fortement institutionnalisées et soumises à une régulation publique considérable, en passant par des réseaux de création d'entreprises issus de et insérés dans les circuits de l'économie marchande classique.²⁷ Dans un tel contexte, la matrice idéologique des années 1970-1980 ne se retrouve à l'état "pur" que dans certaines expériences à la fois

26 Soutenue par le Conseil de développement et le Conseil des élus du Pays Basque, par l'assemblée (*biltzar*) des maires du Pays Basque, l'émergence de cette nouvelle institution agricole témoigne d'une stratégie para-institutionnelle (et para-légale) des acteurs de l'économie identitaire.

27 Hemen inclut également dans son "portail de l'économie solidaire" un collectif de 43 associations de défense de l'environnement et d'associations d'usagers, davantage mobilisés sur une logique Nimby (*Not in my backyard*) que sur une référence à l'économie sociale et solidaire.

fortement marquées par cet héritage en valeurs, mais cherchant à s'ajuster aux nouvelles tendances nationales et internationales plutôt typées "économie solidaire". Le développement, encore embryonnaire, du commerce équitable en Pays Basque témoigne de cet héritage-ajustement de la matrice en valeurs de l'économie identitaire. Outre l'antenne basque d'Artisans du monde, d'autres expériences voient le jour: Afrikakolore à Hasparren, fondée sur un échange solidaire avec l'Afrique noire, Han eta Hemen (Là-bas et ici à Anglet), vendant à la fois des produits du Tiers-monde et des produits issus de l'agriculture paysanne locale, ou encore Epicethic. L'expérience la plus paradigmatique en ce sens est sans doute celle de l'association Alternatiba (alternative). Fondée en avril 2003 par dix jeunes du Pays Basque et sise à Macaye en Pays Basque intérieur, Alternatiba se donne pour objectif le développement du commerce équitable en Pays Basque. Directement inspirée et soutenue par la coopérative bretonne Kan Ar Bed de Morlaix, Alternatiba envisage de se transformer en coopérative pour distribuer des produits issus du commerce équitable. Outre cette dimension commerciale solidariste, cette "coopérative équitable" se donne également pour but de contribuer à la redynamisation du Pays Basque intérieur et d'utiliser la langue basque de façon fonctionnelle et systématique (www.hemen-herrikoa.org). L'association Piztu (allumer, ressusciter), créée en 1992, selon ses propres termes "au service du mouvement identitaire du Pays Basque nord", répond à une inspiration assez proche. Sa principale réalisation est la mise en place, avec la radio associative bas-navarraise Irulegiko irratia, d'un Festival de musique (Euskal Herria Zuzenean), qui depuis 1996 réunit annuellement près de 30.000 personnes. Fortement motivée par la "notion de culture participative", l'association Piztu fonde l'efficacité de son action sur la mobilisation d'un bénévolat considérable. Depuis 2001, les retombées du festival permettent de soutenir financièrement les ikastola (écoles associatives bascophones) côté français (achat de matériel pédagogique au lycée Bernat Etxepare) et côté espagnol (soutien à la construction d'une école primaire près de Pampelune), de participer à la campagne d'augmentation de capital d'Herrikoa, de financer une partie de l'équipement du réseau des radios libres en Pays Basque, de participer à une campagne de récolte de fonds pour l'intégration d'enfants handicapés dans le milieu scolaire (projet porté par la fédération des ikastola) et de soutenir un système de micro-crédit au Mali. Piztu se pose comme mouvement alternatif en fonctionnant sans aide des pouvoirs publics, tout en reprenant des thèmes classiques du mouvement identitaire comme la demande de la co-officialisation de la langue basque ou le rapprochement des prisonniers politiques basques.

Ces expériences, dans leur radicalité, ne constituent qu'un pan de l'économie solidaire basque. Pour un autre pôle, plus directement soumis à la régulation marchande, la logique est celle de la création d'entreprises, la solidarité étant ici d'abord perçue en termes de rapport au territoire. Même si le rythme de création de SCOP s'est considérablement ralenti, les structures en place, maintiennent leur activité, avec parfois de très belles réussites. De multiples réseaux de soutien à la création d'entreprises se créent ensuite à l'échelle du Pays Basque ou des infra-territoires qui le composent. Les territoires ruraux des vallées bas-navarraises et souletines compensent un réel déclin économique et démographique par une dynamique "

développementaliste” très prononcée. Sans prétendre à l’exhaustivité, l’on citera l’association Zabaldu (diffuser) qui, à compter de 2002, se veut la représentante des entreprises industrielles, commerciales et artisanales du territoire Garazi-Baigorri, l’association Amikuze entreprendre, qui remplit une fonction assez similaire à partir de septembre 2003 en pays de Mixe. Plus directement immergée dans une problématique typée économie solidaire, l’association Azia (la semence), fondée en janvier 1998 par six étudiants, ambitionne de contribuer à la redynamisation économique de la Soule, la plus orientale des provinces basques, par une action spécifique auprès des jeunes (création en particulier d’un Comité local d’épargne pour les jeunes). La primauté, ici, est donnée à une identité infra-basque, avec une action spécifique en direction des jeunes souletins vivant à l’extérieur de la région.²⁸

De façon très schématique, d’autres initiatives se caractérisent plutôt par une régulation publique. La dynamique de l’économie identitaire ne prend sens, dans ce dernier volet, qu’au regard de la problématique de l’institutionnalisation du Pays Basque français, en marche depuis le milieu des années 1990. L’économie sociale est représentée par le biais des SCOP et des représentants associatifs au sein du Conseil de développement mis en place en 1994 et se voulant une émanation de la société civile. Davantage que par cette fonction de représentation, la véritable influence passe sans doute par une circulation des acteurs aux postes de direction de ces diverses institutions et par une fonction informelle de mise sur agenda de certains thèmes. En portant d’abord à sa tête une figure militante fondatrice du mouvement des SCOP en Pays Basque français, le Conseil de développement avait permis une reconnaissance, fût-elle implicite, de l’apport sociétal d’une perception de l’économie mêlant principes solidaristes et identité territoriale. Les changements de majorité à partir de 1997 remettront en cause cette reconnaissance, et pousseront les acteurs de l’économie identitaire vers une politique de participation critique à l’institutionnalisation du territoire. La politisation de l’économique est inséparable ici de la politisation de la construction territoriale. L’institutionnalisation du territoire se déroule ici dans un contexte politique fortement contraint par l’ombre portée du débat identitaire: département Pays Basque, officialisation de la langue basque, création d’une chambre d’agriculture en Pays Basque, etc. La constitution des réseaux, les stratégies de *voice*, *exit* ou *loyalty* des acteurs politiques et socio-économiques ne prennent sens qu’à l’horizon de cette tension fondant la “nouvelle gouvernance” (Ahedo et Urteaga, 2004; Ahedo, 2005; Chaussier, 1996) du Pays Basque français. S. Ségas (2004) a montré comment une véritable “grammaire du territoire” se mettait en place autour de la mise en place du “pays Pays Basque”, avec la mise en place d’un nouveau cadre d’action publique mettant en avant une valeur (le développement local) et de nouvelles normes, comme l’animation, la participation, le recours à l’expertise, la contractualisation. Cette nouvelle approche participative des politiques publiques donne accès au forum du débat aux acteurs issus de la société civile, sans pour autant qu’il soit aisé de mesurer leur effet réel sur

28 L’association constitue en ce sens la base de données Diaspora, qui regroupe les coordonnées des souletins de 18 à 45 ans qui ont quitté le territoire et qui seront informés des postes créés afin qu’ils aient la possibilité de revenir en Soule.

l'arène décisionnelle.

Conclusion

L'économie identitaire basque est plus que jamais marquée au sceau de la pluralité des références et des problématiques, à commencer par l'expérience fondatrice ayant inspiré les basques français. La littérature récente sur Mondragón insiste désormais, en effet, sur le pluralisme interne des conceptions du coopérativisme et de la démocratie participative au sein du groupement. G. Cheney (2002) a analysé la tension qui pouvait exister entre la pression du marché et la participation des travailleurs, tension qui poussait constamment les acteurs de Mondragón à ré-agencer les différentes solidarités en jeu (interpersonnelle, rémunérative, intra-entreprise, inter-entreprise, locales, ethno-nationale, internationale, etc.). Le sociologue J. Azkarraga (2003) a montré que les réactions internes à Mondragón face à la mondialisation étaient d'au moins trois ordres. Pour la position traditionaliste ou essentialiste, l'expérience coopérative de Mondragón doit continuer à être une "société de personnes" cohérente. Or comment maintenir l'illusion de la permanence lorsque la globalisation impose des relations davantage basées sur le contrat de travail que sur le "contrat de société"? Pour les positions relativistes ou fonctionnalistes, la rentabilité et l'efficacité constituent désormais la base de la cohésion. Enfin, pour la perspective "triumphaliste", le succès économique de Mondragón et son apport à la société basque en termes de création de richesse et d'emplois (que ceux-ci soient coopératifs ou pas) invalideraient l'idée même de crise identitaire. C. Clamp a pour sa part bien souligné les débats suscités au sein du groupe de Mondragón par l'internationalisation du groupe et par la non extension du sociétariat hors du Pays Basque (Clamp, 2000).

Côté basque français, l'action identitaire en matière économique est désormais moins focalisé sur le mouvement coopératif qu'il ne le fût à une époque. La mouvance "économie identitaire" désigne plutôt une nébuleuse d'organisations, de natures extrêmement différentes et soumises à une triple tension entre les régulations réciproques, par le marché et par les institutions publiques. Ceci étant, les questionnements restent assez proches de ceux qui sont relevés côté sud: comment harmoniser globalisation et développement local solidaire? Dans quelle mesure peut-on ajuster les principes internes de fonctionnement démocratique aux contraintes externes pesant sur les organisations? Dans quelle mesure ces dynamiques, dans leur pluralité, sont-elles intégrées dans les nouvelles politiques participatives de développement territorial? Les quelques pistes esquissées ici n'auront eu d'autre objectif que de retracer brièvement la genèse historique de cette problématique. Le volet économique a longtemps constitué la face cachée des mobilisations identitaires basques. Une meilleure analyse de ses ressorts et dynamiques internes et externes permettrait pourtant d'enrichir une analyse politologique généralement focalisée sur les manifestations les plus spectaculaires et immédiatement politisées de l'action collective identitaire.

Références

- Agirre, N., et autres (2000), *Lankidetza, Arizmendiarietaren Eraldaketa Proiektua*, Eskoriatza, Lanki, Mondragon Unibersitatea.
- Ahedo, I. (2005), "Nationalism in the French Basque Country", *Regional and Federal Studies*, 15 (1), pp. 75-91.
- Ahedo, I., et E. Urteaga (2004), *La Nouvelle Gouvernance en Pays Basque*, Paris, L'Harmattan.
- Azkarraga, J. (2003), "Modernidad y cooperativismo: una mirada sobre los sentidos y la cultura cooperativa de Mondragón", communication au *V Simposio Internacional sobre el Pensamiento Social Católico*, Deusto, Association of Jesuit Business Schools.
- Azurmendi, J. (1984), *El Hombre Cooperativo, Pensamiento de Arizmendiarieta*, Arantzazu, Lankide Aurrezkia, Editorial Franciscana Arantzazu, Jakin.
- Banfield, E. C. (1967), *The Moral Basis of a Backward Society*, New York, The Free Press, Londres, Collier-Macmillan Limited.
- Barthélémy, D., et M. Nieddu (2002), *Biens Marchands, Biens Identitaires et Multifonctionnalité Agricole: Working Paper 4*, UMR INSA-ENESAD en Economie et sociologie rurales.
- Bastide, R. (1970), *Le Proche et le Lointain*, Paris, Cujas.
- Bellevance, C., R. Levasseur et Y. Rousseau (1999), "De la lutte antimonopoliste à la promotion de la grande entreprise: l'essor de deux institutions Hydro-Québec et Desjardins, 1920-1965", *Recherches Sociographiques*, 40, 3, p. 553.
- Berthet, T., et J. Palard (1997), "Culture politique réfractaire et décollage économique: l'exemple du Nord-Est vendéen", *Revue Française de Science Politique*, 47 (1), pp. 29-47.
- Bray, Z. (2004), *Living Boundaries: Frontiers and Identity in the Basque Country*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires Européennes, Peter Lang.
- Chaussier, J. D. (1996), *Quel Territoire pour le Pays Basque? Les Cartes de l'Identité*, Paris, L'Harmattan.
- Cheney, G. (2002 [1999]), *Values at Work: Employee Participation Meets Market Pressure at Mondragón*, Ithaca et Londres, Cornell University Press.
- Clamp, C. A. (2000), "The internationalization of Mondragón", *Annals of Public and Cooperative Economics*, 71 (4), pp. 557-577.
- Demoustier D. (2001), *L'Économie Sociale et Solidaire: S'Associer pour Entreprendre Autrement*, Paris, Syros.
- Desroche, H. (1976), *Le Projet Coopératif*, Paris, Economie et Humanisme, Les Editions Ouvrières.
- Douglass, W. O. (1969), *Death in Murélagu: Funerary Ritual in a Spanish Basque Village*, Seattle, University of Washington Press.
- El Alaoui, M. (1997), "Les coopératives pastorales 'ethno-lignagères' du Maroc oriental: pré-supposés et attendus d'une 'greffe' coopérative", *Options Méditerranéennes*, pp. 129-146.
- Foote Whyte, W., et K. King Whyte (1991), *Making Mondragon: The Growth and Dynamics of the Worker Cooperative Complex*, Ithaca, NY, ILR Pr.
- Forest, P.-G. (1997), *Six Leçons sur l'Analyse Normative des Politiques Sociales*, Bordeaux, Les cahiers du CERVL, Rapports de Recherche (3).

- Kasmir, S. (1996), *The Myth of Mondragón: Cooperatives, Politics and Working-class Life in a Basque Town*, Albany, New York, State University of New-York Press.
- Itçaina, X. (2002) "Catholicisme, économie identitaire et affinités électives: les coopératives basques comme groupements volontaires utopiques", *Social Compass*, 49 (3), pp. 393-411.
- Itçaina, X. (2004) "Valeurs à l'épreuve: traductions basques de l'économie sociale et solidaire", en X. Itçaina, R. Lafore et C. Sorbets (orgs.), *Un Monde en Quête de Reconnaissance: Usages de l'Économie Sociale et Solidaire en Aquitaine*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, pp. 127-141.
- Itçaina, X. (2005), "Le territoire entre ressource et contrainte: économie sociale et économie identitaire en Pays Basque français", en Alain Amintas, Annie Gouzien et Pascal Perrot (orgs.), *Les Chantiers de l'Économie Sociale et Solidaire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 213-228.
- Itçaina, X. (2006) "Enjeux identitaires, intérêts sectoriels et cause altermondialiste: le cas du syndicat paysan basque ELB", *Études Rurales*, (à paraître).
- Izquierdo, J. M. (2000), *La Question Basque*, Bruxelles, Complexe.
- Laborde, D. (org.) (1998), *La Question Basque*, Paris, L'Harmattan.
- Larralde, X. (s. d.), *Hypothèse Comportementale des Coopératives: Aversion face au Risque et Horizon Temporel Limité* (texte de travail, non diffusable), s. l.
- MacLeod, G. (1997), *From Mondragon to America: Experiments in Community Economic Development*, Sydney, Nova Scotia, University College of Cape Breton Press.
- Mahdi, M. (1999), *Pasteur de l'Atlas: Production Pastorale, Droit et Rituel*, Paris, Ibis Press, Fondation Konrad Adenauer.
- Mayeur, J.-M. (1986), *Catholicisme Social et Démocratie-chrétienne: Principes Romains, Expériences Françaises*, Paris, Cerf.
- Moulévrier, P. (2002), *Le Mutualisme Bancaire: Le Crédit Mutuel de l'Eglise au Marché*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Ott, S. (1993), *Le Cercle des Montagnes: Une Communauté Pastorale Basque*, Paris, CTHS.
- Palard, J. (1999), "Structures sociales, traditions culturelles et innovation industrielle dans la Beauce québécoise", *Sciences de la Société*, 48, pp. 137-155.
- Pesteil, P. (2001), "Au carrefour de l'économique et du culturel: la filière castanéicole corse comme marqueur de l'identité", *Etudes Rurales*, 157-158, pp. 211-228.
- Ségas, S. (2004), *La Grammaire du Territoire: Action Publique et Développement et Lutte Politique dans les "Pays"* (thèse en science politique), Bordeaux, Université Montesquieu, Bordeaux 4.
- Séguy, J. (1980), "La socialisation utopique aux valeurs", *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 50 (1).
- Séguy, J. (1984), "Pour une sociologie de l'ordre religieux", *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 57 (1), p. 60
- Sistiague, M. (1996), *ELB: Un Exemple du Syndicalisme Agricole en Pays Basque* (maîtrise d'histoire), Pau, Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Taddei, D., et F. Antomarchi (1997), *Economie Identitaire, Ecnunia Identitaria*, Ajaccio, Albiana.
- Ugarte, L. (2004), *Sinfonía o Jazz? Koldo Saratxaga y el Modelo Irizar: Un Modelo Basado en las Personas*, Barcelona, Ed. Granica.

- Unanue, A., et N. Intxausti (2002), *Kooperatibak eta Euskara: Historia Eta Aro Erri Baten Oinarriak*, Eskoriatza, Lanki, Emun.
- Urteaga, E. (2004), *La Question Basque*, Toulouse, Milan.
- Zulaika, J. (1988), *Basque Violence: Metaphor and Sacrament*, Reno, University of Nevada Press.
- Zulaika, J. (1996), *Del Cromañon al Carnaval: Los Vascos como Museo Antropológico*, Saint-Sébastien, Erein.

Xabier Itçaina est politologue, chargé de recherche au CNRS (CERVL, Pouvoir, Action publique, Territoire, Institut d'Études Politiques de Bordeaux, France).
E-mail: x.itcaine@sciencespobordeaux.fr

Resumo/abstract/résumé/resumen

As mobilizações discretas: afirmação identitária e escolha económica no País Basco francês

A génese das formas da economia social e solidária é tributária de fontes ideológicas plurais. No País Basco, a existência de um movimento cooperativo no lado espanhol (com o caso emblemático de Mondragón a partir dos anos 1950), parcialmente difundido em França durante os anos 1970-1980, deriva de, pelo menos, quatro fontes de inspiração: a ideologia cooperativa, o catolicismo, o sentimento identitário basco e as práticas habituais de troca recíproca. De que maneira se insere o movimento cooperativo no contexto das novas mobilizações em torno da economia solidária no País Basco? De que forma as estruturas cooperativas, tendo atingido dimensões críticas, conjugam os constrangimentos da globalização e a difusão dos valores cooperativos? Quando uma sociedade se concebe a si mesma em comunidade, como é traduzida essa concepção no momento de organizar a troca económica?

Palavras-chave País Basco, cooperativas, associações, identidade, nacionalismo, economia social e solidária.

Discrete mobilizations: identity assertion and economic choice in the French Basque Country

The social and solidarity-based economy draws on various ideological sources. In the Basque Country, the existence of a cooperative movement on the Spanish side (with the emblematic case of Mondragón since the 1950s), which partially spread to the French side in the 1970-1980, stems from four sources: the cooperative ideology, Catholicism, a strong feeling of Basque identity, and longstanding practices of reciprocal exchanges. To what extent is the cooperative movement a part of recent mobilizations for a solidarity-based economy in the Basque Country? How do cooperatives which have

reached a critical size combine the constraints of globalization with the dissemination of cooperative values? When a society represents itself as a community, how is this conception implemented at the point of economic exchange?

Keywords Basque Country, workers' cooperatives, associations, identity, nationalism, social and solidarity-based economy.

Les mobilisations discrètes: affirmation identitaire et choix économique en Pays Basque français

La genèse des formes de l'économie sociale et solidaire est tributaire de sources idéologiques plurielles. En Pays Basque, l'existence d'un mouvement coopératif côté espagnol (avec le cas emblématique de Mondragón à partir des années 1950), partiellement diffusé en France dans les années 1970-1980 provient d'au moins quatre inspirations: l'idéologie coopérative, le catholicisme, le sentiment identitaire basque et les pratiques coutumières de la réciprocité. Comment le mouvement coopératif s'insère-t-il dans les nouvelles mobilisations autour de l'économie solidaire en Pays Basque? Comment des structures coopératives ayant atteint des tailles critiques conjuguent-elles la contrainte de la globalisation et la diffusion des valeurs coopératives? Lorsqu'une société se pense en communauté, comment traduit-elle cette conception au moment d'organiser l'échange économique?

Mots-clés Pays Basque, coopératives, associations, identité, nationalisme, économie sociale et solidaire.

Las movilizaciones discretas: afirmación identitaria y alternativas económicas en el País Vasco francés

La génesis de las formas de la economía social y solidaria es tributaria de fuentes ideológicas plurales. En el País Vasco, la existencia de un movimiento cooperativo en el lado español (como el caso emblemático de Mondragón a partir de los años 1950), parcialmente difundido en el lado francés en los años 1970-1980, procede, por lo menos, de cuatro inspiraciones: la ideología cooperativa, el catolicismo, el sentimiento de identidad vasca y las prácticas habituales de reciprocidad. ¿En que medida se inserta el movimiento cooperativo en las nuevas mobilizaciones en torno a la economía solidaria en el País Vasco? ¿Cómo hacen las estructuras cooperativas que alcanzan tamaños críticos para combinar las presiones de la globalización y la difusión de los valores cooperativos? Cuando una sociedad se concibe a sí misma en comunidad, ¿cómo plasma esa concepción en el momento de organizar el intercambio económico?

Palabras-clave País Vasco, cooperativas, asociaciones, identidad, nacionalismo, economía social y solidaria.